EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	ABONNEMENTS :		
	MAROC	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS . . .	4.50	6 fr.	7 »
6 MOIS . . .	8 »	10 »	12 »
1 AN	15 »	18 »	20 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Gouvernement Chérifien, à Paris
 et dans tous les bureaux de postes.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

EDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.
 Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires } la ligne de 34 lettres,
 et légales } corps 8 **0.30**
 Annonces et avis divers } les 10 1^{res} lignes, la ligne. **1 »**
 } les suivantes **0.75**
 Annonces réclames, la ligne. **1.25**
 Pour les annonces importantes, les condi-
 tions sont traitées de gré à gré.
 Réduction pour les annonces et réclames
 renouvelées.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour tout l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

	PAGES
PARTIE OFFICIELLE :	
I. — Dahir étendant la taxe urbaine à la ville d'Azemmour	43
II. — Dahir étendant la taxe urbaine à la ville de Fez	43
III. — Dahir étendant la taxe urbaine à la ville de Meknès	43
IV. — Arrêté viziriel portant organisation des groupes sanitaires mo- biles des régions de Fez, Meknès, Rabat, Chaouïa, Marrakech et Doukkala-Abda.	44
V. — Extraits du "Journal Officiel" de la République Française	44
PARTIE NON OFFICIELLE :	
VI. — Situation politique et militaire du Maroc	45
VII. — Informations du Service des Etudes et Renseignements écono- miques	45
VIII. — Service de l'Agriculture. — 2 ^e Séance du Comité consultatif d'élevage.	47
IX. — Service des Domaines.	49
X. — Service de la Santé et de l'Assistance publiques.	50
XI. — Note sur l'organisation judiciaire du Gharb Beni-Hasen	51
XII. — Nouvelles et Informations	52
XIII. — Annonces et avis divers	53

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR

étendant la taxe urbaine à la ville d'Azemmour.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très-Haut en illustrer la teneur — que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'article 61 de l'Acte d'Algésiras et le règlement relatif à la taxe sur les constructions urbaines ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ART. 1^{er}. — Nous ordonnons la mise en vigueur du règlement sur la taxe urbaine dans la ville d'Azemmour.

ART. 2. — La taxe à appliquer est fixée à 8 % de la location.

Fait à Rabat, le 5 Safar 1332.

(7 Janvier 1914).

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 14 Janvier 1914.

Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence,
SAINT-AULAIRE.

DAHIR

étendant la taxe urbaine à la ville de Fez.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très-

Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Art. 61 de l'Acte d'Algésiras et le règlement relatif à la taxe sur les constructions urbaines ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ART. 1^{er}. — Nous ordonnons la mise en vigueur du règlement sur la taxe urbaine dans la ville de Fez.

ART. 2. — La taxe à appliquer est fixée à 8 % de la location.

Fait à Rabat, le 5 Safar 1332.

(7 Janvier 1914).

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 14 Janvier 1914.

Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence,
SAINT-AULAIRE.

DAHIR

étendant la taxe urbaine à la ville de Meknès.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très-Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Art. 61 de l'Acte d'Algésiras et le règlement relatif à la taxe sur les constructions urbaines ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ART. 1^{er}. — Nous ordonnons la mise en vigueur du règlement sur la taxe urbaine dans la ville de Meknès.

ART. 2. — La taxe à appliquer est fixée à 8 % de la location.

Fait à Rabat, le 5 Safar 1332.

(7 Janvier 1914).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 Janvier 1914.

Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence,

SAINT-AULAIRE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL

portant organisation des groupes sanitaires mobiles des Régions de Fez, Meknès, Rabat, Chaouïa, Marrakech et Doukkala-Abda.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 29 du Règlement du 19 Avril 1913, du Service de la Santé et de l'Assistance Publiques,

Sur la proposition du Directeur du Service de la Santé et de l'Assistance Publiques (Zone des territoires civils et des villes) ;

Et après avis conforme du Directeur Général du Service de Santé ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les groupes sanitaires mobiles des Régions de FEZ, MEKNES, RABAT, CHAOUIA, MARRAKECH et DOUKKALA-ABDA — un par Région — ont la composition suivante :

1 ou 2 médecins,

2 infirmiers,

3 conducteurs,

6 mulets,

Des médicaments en vrac,

6 alaises,

1 tente « Kouba »,
1 tente pour le personnel,
4 paniers à médicaments,
1 trousse médicale,
3 chouris porte-paniers,
6 harnachements.

Fait à Rabat, le 16 Safar 1332.

(13 Janvier 1914).

M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS, Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 Janvier 1914.

Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence,

SAINT-AULAIRE.

EXTRAITS

du « Journal Officiel » de la République Française

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

RÉSERVE ET ARMÉE TERRITORIALE

PROMOTIONS

SERVICE DE SANTÉ. — Par décret en date du 29 décembre 1913, rendu par le Président de la République sur la proposition du ministre de la guerre, ont été promus dans le cadre auxiliaire du service de santé :

Au grade d'Officier d'administration de 1^{re} classe de réserve.

Maroc occidental. — M. Lavoine (C.-H.-A.), officier d'administration de 2^e classe de réserve.

ARMÉE ACTIVE

SERVICE DE SANTÉ. — Par décret du Président de la République en date du 29 décembre 1913, rendu sur le rapport du ministre de la guerre, sont promus, et par décision ministérielle du 5 janvier 1914, reçoivent les affectations suivantes :

Au grade de médecin-major de 2^e classe

Les médecins aides-majors de 1^{re} classe :

2^e tour (choix). M. Maupin, troupes d'occupation du Maroc occidental, en remplacement de M. Rouzand, mis en non-activité pour infirmités temporaires. — Maintenu.

2^e tour (choix). M. Bergeret, troupes d'occupation du Maroc occidental, en remplacement de M. David, promu. — Maintenu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Laurens, troupes d'occupation du Maroc occidental, en remplacement de M. Spire, promu. — Maintenu.

RESERVE

NOMINATIONS ET MUTATIONS

CORPS DES INTERPRÈTES MILITAIRES. — Par décret du Président de la République française en date du 29 décembre 1913, rendu sur le rapport du ministre de la guerre, les interprètes militaires dont les noms suivent ont été nommés dans la réserve, savoir :

Au grade d'officier interprète principal.

M. Hamel, officier interprète principal en retraite à Rabat (Maroc). — Mis à la disposition du commissaire résident général de la République française au Maroc.

Au grade d'officier interprète de 3^e classe.

M. Carlotti, officier interprète de 3^e classe démissionnaire, en résidence à Casablanca (Maroc). — Mis à la disposition du commissaire résident général de la République française au Maroc.

M. Weisgerber, interprète stagiaire de réserve. — Mis à la disposition du commissaire résident général de la République française au Maroc.

PARTIE NON OFFICIELLE

SITUATION POLITIQUE et MILITAIRE du MAROC

Au Nord, à Fez, à Meknès et à Rabat, la situation s'est maintenue excellente.

Dans la Région de Meknès, deux petits détachements venus, l'un de Meknès, l'autre d'Ifran, ont fait leur jonction au centre du territoire des Beni M'Tir nouvellement soumis, pour parachever l'œuvre d'approvisionnement de ces fractions. Celles-ci, au contact de nos troupes, ne peuvent que se convaincre de notre méthode, des bienfaits de notre administration, et se pénétrer de l'efficacité de notre protection.

La colonne du Colonel GARNIER DUPLESSIS qui, dans le même but, avait parcouru les fractions au Nord du Tadla, est rentrée sans incident à Kasbah Tadla, ayant rencontré partout des populations confiantes et empressées.

Au Sud du Tadla, ALI AMHAOUCH continue activement sa propagande pour soulever contre nous les populations du moyen Atlas. Celles-ci semblent vouloir attendre la fin des grands froids pour répondre à ses sollicitations.

Au Sud, la situation, restée si longtemps stationnaire et complexe, s'est enfin précisée. Les laborieuses et patientes négociations engagées dans le Sous pour amener à nous

des notables rebelles et presque irrémédiablement hostiles, les luttes interminables soutenues par les harkas Maghzen contre les partisans de la cause hibiste ont finalement porté leurs fruits.

D'une part, INFLOUS, amené par le Caïd M'TOUGUI et accompagné des chefs de trois fractions dissidentes du Sud de Mogador, s'est présenté à Marrakech le 17 janvier. D'autre part, les harkas Maghzen venant de Tiznit, sont, après avoir réduit les Chtonka soulevés, arrivées à Agadir.

Ce double résultat dépasse les prévisions les plus optimistes et semble devoir solutionner la question compliquée du Sous : la reddition d'Inflous et de ses derniers fidèles rendra plus facile la circulation de la route de Mogador à Agadir, de même que les succès des harkas assureront la reprise des communications d'Agadir sur Tiznit et vers le Sous.

INFORMATIONS DU SERVICE DES ÉTUDES

et Renseignements économiques

Les progrès du nouveau MARRAKECH. — L'industrie des transports automobiles, qui s'est généralisée au Maroc et l'amélioration des pistes qui relient Marrakech aux ports de l'Atlantique permettent aujourd'hui au voyageur de se rendre dans la capitale du Sud à peu de frais.

Lorsqu'une première automobile tenta, il y a un an, d'aller à Marrakech, le prix du voyage fut fixé à 500 francs la place. Il n'y a pas très longtemps, le prix de 300 francs était encore demandé.

Aujourd'hui, le voyage à l'aller ne coûte plus que 90 ou 100 francs et l'aller et retour 160 francs. En outre, il s'organise des transports en commun sur voitures lourdes au prix réduit de 50 francs la place.

A l'exemple de la population européenne, la population musulmane s'accroît également dans de notables proportions, et les visages des Marocains venus des environs respirent le calme et la confiance. Les musulmans de Marrakech savent apprécier les bienfaits de la pacification. Leur sentiment inné de la justice s'accorde bien avec l'œuvre de sécurité et de respect de la personne et des biens, que nous avons accomplie.

Tous les matins, le Chef des Services Municipaux accueille un grand nombre d'habitants indigènes qui le prennent comme arbitre dans leurs différends avec leurs coreligionnaires.

D'autre part, les notables « *Merrakchi* » tiennent à faire donner l'éducation française à leurs enfants et toutes les cérémonies, solennités, fêtes religieuses, civiles ou militaires, sont, pour les membres des tribus du Haouz et les montagnards de l'Atlas, des occasions de venir à Marrakech parés de leurs habits de fête.

Aussi le commerce local prend-il une grande activité. Chaque jour, on fait des exportations plus considérables de cumin; peaux, céréales, amandes, armes de luxe, burnous, cuirs ouvragés ou brodés, etc... ; le commerce d'importation suit, lui aussi, une marche ascendante.

Autour de la ville nouvelle qui sort de terre, des travaux d'embellissement sont exécutés. Deux enclos touchant la ville ont été transformés en parcs. Des terrains sont réservés pour l'installation prochaine d'un hippodrome, de jeux de golf et de polo et d'un parc d'aviation.

En attendant l'organisation d'un service de voitures ou d'automobiles entre la ville nouvelle et l'ancienne, on creuse des égouts et des canalisations et on pave les rues.

Le Vieux MARRAKECH. — Le Général Commandant la subdivision de Marrakech, au cours de la dernière réception de la Colonie Française, a été appelé à constater qu'au point de vue commercial, la ville marocaine de Marrakech ne peut donner aux négociants européens toutes satisfactions. Les bêtes de somme ont les plus grandes difficultés à se mouvoir dans le dédale des rues tortueuses de la ville et les négociants européens ne doivent pas songer à y employer les moyens de transport en usage en Europe. Il est impossible, d'ailleurs, sans froisser les sentiments des indigènes et sans porter atteinte à leurs coutumes, d'abattre des quartiers, même en ruines, de la ville arabe et d'y tracer des rues répondant aux besoins du commerce.

Du reste, s'il convient de favoriser l'installation des Européens dans Marrakech même, il faut également conserver à la capitale du Sud son cachet artistique qui attirera dans ses murs de nombreux touristes, au grand profit des habitants. C'est pourquoi l'administration procèdera avec une prudence extrême au tracé de nouvelles voies de communication.

La situation économique dans le Cercle de MEKNES. — Le prix des denrées de première nécessité, dans le Cercle de Meknès, n'a guère varié au cours du mois de Décembre 1913.

On a néanmoins enregistré une légère diminution sur le prix de la viande, due aux difficultés éprouvées par les indigènes, en l'absence de pâturages, pour nourrir leur bétail. Il va sans dire que, par suite de l'état de maigreur des animaux abattus, la qualité de la viande est inférieure.

	Novembre P. H.	Décembre P. H.
Viande de bœuf, le kilo	2.66	2.18
Viande de mouton, le kilo	2.30	2.13
Viande de chèvre, le kilo	2.09	2.04

On voit que, malgré cette diminution, cette denrée revient encore à un prix élevé.

D'autre part, le prix des grains et des farines a subi une certaine hausse. On cotait en Novembre et Décembre :

	Novembre P. H.	Décembre P. H.
Pain indigène, 1 ^{re} qualité,		
le kilo	1.60	1.13
Pain indigène, 2 ^e qualité,		
le kilo	0.72	0.88
Blé, les 100 kilos	62.00	74.00
Orge, les 100 kilos	42.00	47.36

Dans le port de RABAT. — Les travaux d'aménagement des quais de Rabat, adjugés en Juin dernier, ont été commencés il y a environ un mois. Malgré les difficultés qu'ils présentent, ils sont poussés activement.

Le Service de l'Acconage vient de prendre la décision de faire commander certaines barques par des Européens qui, tout en dirigeant les opérations d'embarquement et de débarquement, s'occuperont de faire un minutieux pointage des marchandises mises à terre. En outre, trois petits phares, éclairés à l'acétylène, vont être mis en service pour le travail de la nuit.

La première semaine de Janvier a été très bonne pour le port de Rabat. La praticabilité de la barre a permis à trois navires d'entrer en rivière, d'y opérer et de reprendre la mer.

Le mouvement des navires sur rade a été, pendant cette première semaine, très actif.

Un nouveau service maritime sur le MAROC. — On nous informe que le port de Bordeaux va être relié à la côte atlantique du Maroc par deux nouvelles lignes créées par une maison bordelaise d'armement.

Ce nouveau service doit, en principe, commencer à fonctionner le 1^{er} Avril 1914.

Première ligne : départ de Bordeaux le 1^{er} de chaque mois pour Mazagan avec escales à Tanger et Casablanca.

Deuxième ligne : départ de Bordeaux le 15 de chaque mois pour Rabat avec escale à Kénitra.

Les vapeurs qui assureront ce service sont spécialement aménagés pour le transport des marchandises de toutes sortes et pour les matières inflammables et explosives.

L'état-civil français à CASABLANCA en 1913. — Selon une statistique établie pour 1913 par le Consulat de France à Casablanca, il résulte que le chiffre des divers actes d'état-civil enregistrés a été le suivant :

Mariages	57
Naissances	193
Décès	235
Morts-nés	9
Enfants naturels reconnus	2
Au total, 497 actes d'état-civil.	

L'excédent des décès est donc de 43 sur les naissances. Néanmoins, il convient de dire qu'il résulte des constatations médicales que la mort a surtout frappé des nouveaux arrivants dont l'état de santé laissait déjà à désirer.

Le chiffre des décès de 1913 est supérieur à celui de 1912. Mais il faut remarquer que la population française a augmenté dans des proportions considérables en l'espace d'un an.

Les décès se décomposent de la manière suivante :

Adultes	134
Enfants	101

Voici comment se répartissent, suivant l'âge, les 101 décès survenus chez les enfants :

De 0 à 12 mois	63
De 13 à 24 mois	20
De 2 à 3 ans	7
De 4 à 5 ans	3
De 6 à 7 ans	1
De 8 à 9 ans	5
De 9 à 10 ans	2

Total

Pour les adultes, la répartition est la suivante :

De 10 à 20 ans	2
De 21 à 30 ans	45
De 31 à 40 ans	37
De 41 à 50 ans	34
De 51 à 60 ans	11
De 61 à 70 ans	3
75 ans	1
77 ans	1

Total

Ajoutons que le chiffre total des décès : 235, s'applique à une population française évaluée, au 1^{er} Janvier 1914, à 15.000. On obtient ainsi une mortalité de 15.33 pour 1.000 habitants, chiffre inférieur à la mortalité générale en France.

SERVICE DE L'AGRICULTURE

2^e Séance du COMITÉ CONSULTATIF DE L'ÉLEVAGE.

— La 2^e séance a eu lieu le 6 Décembre 1913, sous la présidence de Son Excellence le Ministre des Finances, SI ABDERRHAMAN BENNIS.

L'ordre du jour comprenait l'examen des questions suivantes :

Compte-rendu des mesures prises en vue d'interdire l'exportation des bovins ;

Création d'un Stud-Book ;

Création de l'institution des étalons approuvés ;

Projet de plan à suivre pour la distribution des primes à l'élevage ;

Propositions concernant le personnel vétérinaire sanitaire ;

Barème des sérums et vaccins livrés par le Service zootechnique ;

Date à adopter pour le dénombrement annuel des animaux ;

Primes à l'élevage pour les bovins et les ovins ; améliorations à apporter à leur élevage.

M. MALET a rendu compte des mesures qui ont été prises à la suite du vœu émis par le Comité, tendant à l'interdiction de l'exportation des bovins par les ports de Casablanca, Mazagan et Safi.

M. MONOD a ensuite donné lecture du rapport suivant sur l'établissement, jugé indispensable, d'un Stud-Book de la race marocaine de chevaux de selle et de ses dérivés :

La création du Stud-Book de la race marocaine de selle est une œuvre de toute première utilité.

Elle a pour but de conserver à cette race ses qualités de rusticité et d'endurance, l'améliorant par de bons accouplements et une sélection bien entendue, c'est-à-dire en écartant de la reproduction tous les sujets dont la conformation laisse à désirer et ceux qui sont atteints d'affections et de tares transmissibles.

La colonisation aura certainement besoin, d'ici peu de temps, de chevaux de trait d'un format et d'un volume tout différents de celui du type marocain.

Des indications et des encouragements devront être donnés aux colons pour les diriger dans cette voie ; mais il importe que l'indigène éleveur ne se laisse pas aller à des croisements malencontreux entre sujets de conformation très différente, dans le seul but de faire de la masse au détriment des qualités de son cheval. Le cheval marocain indigène doit rester un cheval de selle.

La sélection bien entendue et des croisements judicieux lui donneront la pointe de sang qui lui manque.

Ainsi compris, l'élevage du cheval ne tardera pas à devenir une source de richesse pour le Maroc, car le cheval de selle se fait de plus en plus rare partout, et il est permis d'envisager, pour l'avenir, la perspective d'une exportation importante. Tel est le but du Stud-Book.

Le Service des Haras Marocains mettra à la disposition des éleveurs, à la saison de monte, des étalons de choix qui seront répartis par stations dans les différents centres d'élevage.

Le Stud-Book comporte l'institution du registre de l'état-civil, sur lequel figureront les sujets dignes de l'inscription d'après les conditions spéciales vérifiées par une commission nommée à cet effet.

Son but est de permettre de surveiller les accouplements, sans rien laisser au hasard, et de diriger la production d'une manière judicieuse, en améliorant la race et en augmentant le nombre des reproducteurs de choix. La commission étant d'avis que le nombre de reproducteurs de choix de la race marocaine pure est absolument insuffisant pour répondre aux besoins actuels, et qu'il est nécessaire, pour l'améliorer, de recourir à des croisements judicieux, c'est dans cette perspective qu'elle a décidé que pourront être inscrits au Stud-Book :

Les marocains de race pure ;

Les sujets issus de parents inscrits au Stud-Book algérien ou tunisien et de marocains ; les dérivés du barbe, du syrien et de l'anglo-arabe avec le marocain, à condition de n'avoir pas plus de 25 % de sang anglais.

Comme exécution, il y aurait lieu de prendre les dispositions suivantes :

1) Tenue du Stud-Book par le Chef du Service zootechnique, sous le contrôle d'une commission chargée d'examiner les demandes d'inscription.

2) Admission au Stud-Book des animaux âgés d'au moins 3 ans reconnus comme possédant l'ensemble des conditions nécessaires.

3) Appel à adresser en 1914 aux éleveurs pour les inviter à conduire leurs animaux dans les localités et à des dates indiquées d'avance, pour les présenter à l'examen d'une commission spéciale qui prononcera l'admission ou le rejet des étalons et juments visités.

4) Mêmes opérations les années suivantes, jusqu'au moment où la commission jugera avoir inscrit tous les animaux dignes de figurer au Stud-Book.

5) A partir de ce moment, n'autoriser l'inscription au Stud-Book que pour les sujets issus de père et de mère portés eux-mêmes sur ce registre.

Les propositions sus-énoncées ont suscité, de la part du Comité, les observations suivantes :

SI BENNIS a exprimé le désir que des articles de vulgarisation, faisant comprendre aux indigènes les avantages du Stud-Book soient publiés dans les principaux journaux arabes de l'Empire, notamment le « Bulletin Officiel » et

« l'Es-Saada ». En outre, des affiches en langue arabe pourraient être placardées à la porte du bureau de chaque caïd. Ces affiches informeraient les intéressés de la date des opérations de la Commission du Stud-Book, et leur expliqueraient clairement le but poursuivi.

Cette proposition a été approuvée à l'unanimité.

M. le Commandant CHARLES-ROUX a donné la liste des 9 étalons qui viennent d'être achetés à Toulouse pour être répartis dans les diverses stations de monte du Maroc. Quelques-uns ont 50 et 75 % de sang anglais, ce qui présente d'assez sérieux inconvénients au point de vue des services qu'on attend d'eux.

Le Comité a décidé que les étalons ayant plus de 50 % de sang anglais ne seraient pas stud-bookés, et M. DESCAS a demandé que les inconvénients de l'infusion du sang anglais en matière de croisement avec le barbe marocain soient signalés en France aux Commissions qui auront ultérieurement à pratiquer des achats pour le Maroc.

Après un échange de vues entre ses différents membres, le Comité a estimé que les propositions de la Commission des primes concernant l'inscription au Stud-Book doivent être examinées par une Commission supérieure composée du Chef du Service zootechnique, du Chef du Service des Remontes, et d'un membre, non fonctionnaire, du Comité Consultatif de l'Élevage.

Cette Commission Supérieure adressera un rapport à l'Administration qui statuera.

SI BENNIS a estimé qu'il était préférable de rendre facultatif, pendant quelques années au moins, le marquage des animaux admis à figurer sur les livres du Stud-Book ; car certains indigènes ne manqueront pas de montrer à l'égard de cette mesure une méfiance qui s'atténuera du reste assez rapidement.

Il a proposé que la marque adoptée pour la désignation soit une étoile à cinq branches, imprimée sur le côté gauche de l'encolure.

M. DESCAS a demandé que l'inscription au Stud-Book — qui, du reste, ne sera jamais prononcée d'après les seules origines de l'animal, mais seulement après examen de ses qualités propres — ne soit pas accordée avant l'âge de 3 ans, ou, plus exactement, avant la première saillie, en ce qui concerne les juments.

Ces différentes propositions ont été adoptées par le Comité, et les Services compétents prépareront un projet de dahir en vue de l'institution du Stud-Book.

En ce qui concerne la création de l'institution des étalons approuvés, destinée à pallier à l'insuffisance numérique des étalons de l'État, M. MONOD a préparé une note résumant les avantages qu'on peut en attendre ; il convient toutefois de ne pas s'illusionner sur la régularité avec laquelle des cartes de saillie, émanant d'un carnet à souche, seront délivrées par les propriétaires des animaux en question, qui pourront être tentés d'en vendre ou d'en donner indûment.

Aussi le Comité a-t-il jugé suffisant, provisoirement tout au moins, de donner aux propriétaires d'étalons approuvés, outre les primes qu'ils mériteront, un carnet à souche qui indiquera aux indigènes l'importance attachée par le Gouvernement à la sélection, et qui attirera l'attention sur les qualités des étalons ainsi mis en relief.

Les saillies des étalons approuvés pourront, en outre, constituer une source de revenus pour leurs détenteurs.

M. le Commandant CHARLES-ROUX a donné lecture d'une note qu'il a préparée, en vue de la réglementation — en ce qui concerne les animaux de la race chevaline — des concours de primes à l'élevage.

Ce document, destiné à être complété par une réglementation des primes aux autres espèces animales, fera ultérieurement l'objet d'une circulaire de M. le Résident Général aux Commandants de Régions.

La discussion de ce projet a entraîné les précisions suivantes :

En raison de la limitation des crédits, il est entendu que les poulinières ne pourront être primées que jusqu'à l'âge de 12 ans, bien qu'elles soient susceptibles de donner de beaux produits à un âge plus avancé. M. le Commandant CHARLES-ROUX a fait observer à ce sujet que les juments remarquables, présentées régulièrement de 5 à 12 ans, pourront, à cet âge, avoir rapporté à leur propriétaire la totalité de leur valeur d'achat, ce qui semble déjà un résultat des plus appréciables.

En ce qui concerne les étalons, ceux qui seront dignes d'être approuvés recevront seuls les primes de 50 francs.

Il a fait valoir, en outre, que l'époque la plus propice à la tenue des concours de primes est certainement l'été et l'automne, car il est possible, à ce moment, de voir les poulains de l'année, et la saison de la saillie est terminée. De plus, les propriétaires désireux d'obtenir des récompenses seront vraisemblablement incités à donner à leurs animaux un supplément de nourriture, afin de les présenter en aussi bon état que possible.

Ces arguments ont reçu l'approbation du Comité, et il a été entendu que les distributions de primes à l'élevage auraient lieu entre le 1^{er} juillet et le 15 octobre.

Le calendrier des Concours sera publié au « Bulletin Officiel » vers le 1^{er} mai.

M. MALET a indiqué que l'Administration est saisie de différentes propositions émanant d'éleveurs de la Métropole et du Maroc et tendant à obtenir la location à long terme de certains immeubles domaniaux, en vue de l'installation de fermes modèles susceptibles d'aider au développement général de l'élevage au Maroc. Sous réserve de l'approbation du service des Domaines et de l'autorité supérieure, il a demandé au Comité de se prononcer sur le principe de la collaboration de l'initiative privée avec l'Administration en matière d'études zootechniques.

Après une discussion à laquelle ont pris part MM. MONOD, DESCAS, MALET, CHARLES-ROUX, BOU ROTTE, le Comité a émis le vœu que les propositions tendant à offrir

le concours de praticiens avertis s'engageant à s'installer personnellement et à travailler sur les bases qui leur seraient indiquées soient favorablement accueillies par l'Administration.

Les essais qui pourraient leur être confiés ne seraient toutefois que le corollaire des recherches expérimentales proprement dites, dont l'établissement coûteux et assujettissant ne saurait être entrepris que par l'Etat.

M. MONOD a exposé au Comité que le Service zootechnique et des épizooties, nouvellement créé, dispose d'un nombre de vétérinaires très restreint et ne saurait, par conséquent, suffire aux besoins des éleveurs ; il a donc élaboré un projet de réglementation concernant un Service vétérinaire sanitaire, auquel pourraient participer tous les vétérinaires civils diplômés qui en feraient la demande à la Résidence générale, et qui seraient astreints à la tarification suivante :

Visite sanitaire : 5 francs.

Autopsie et rapport : Chien, mouton, chèvre, petit animal : 10 francs. — Cheval, bœuf, dromadaire : 15 francs. Malléination, Tuberculination, ou opérations analogues (la malléine et la tuberculine payées par le requérant) : certificat : 5 francs.

En plus : vaccination anti-clavelcuse (vaccin fourni par le requérant) : 0. fr. 10 par mouton jusqu'à 100 ; 0 fr. 05 au-delà.

Vaccinations : (vaccins fournis par le requérant) : Grands animaux : de 1 à 12, 1 fr. par animal ; au-delà : 0.50. Petits animaux : de 1 à 30, 0 fr. 60 par animal ; au-delà : 0 fr. 20.

Les sérums et vaccins pourront être fournis au prix de revient par le Chef du Service à Casablanca.

Les opérations faites par les vétérinaires du service actif sont gratuites ; seul le prix des vaccins et sérums est à rembourser par les Européens requérants.

A l'importation et à l'exportation, les frais seront réglés ainsi qu'il suit :

Certificat pour l'ensemble des animaux : 5 fr. Si la visite a lieu dans un local choisi et fixé par l'importateur, majoration de 5 fr. Pour les grands animaux, frais de visite : de 1 à 12 têtes, 1 fr. par tête ; au-delà de 12 têtes, par tête en plus : 0.50. Pour ovins, caprins et porcins : de 1 à 30 têtes : 0.60 ; au-delà, par tête en plus, 0.20.

Tout certificat supplémentaire (peaux, issues diverses) : 5 francs.

M. MONOD a estimé que le dénombrement annuel des animaux devait être opéré sans retard, de façon à le faire coïncider avec le recensement en vue de l'impôt.

SERVICE DES DOMAINES.

I. — BIENS DOMANIAUX.

A. GESTION DES BIENS MAGHZEN.

MARRAKECH. — La mise en adjudication, pour la durée d'un an, de la location de 50 propriétés rurales Iaghzen de la banlieue de Marrakech, a eu lieu dans les bureaux du

Contrôle des Domaines de cette ville, le 20 Novembre 1913, devant une Commission spécialement désignée à cet effet.

Après entente avec l'autorité régionale, les propriétés mises aux enchères ont été divisées en deux catégories : celles situées dans un rayon de six kilomètres autour de la ville et celles plus éloignées. Les Européens ont été admis à l'adjudication des premières, au nombre de 24 seulement ; les autres étaient réservées exclusivement aux indigènes.

Les enchères ont produit un chiffre total de 31.359 douros hassani; soit 12.874 douros hassani pour les propriétés de la première catégorie et 18.485 pour celles de la seconde.

Six autres propriétés rurales ont été distraites des enchères pour être louées amiablement, pour la durée d'un an, au Pacha de Marrakech et aux Chorfas de la famille impériale, moyennant une redevance globale de 5.050 douros hassani.

Le montant total de la location amiable de six autres propriétés a atteint la somme de 5.050 D.H.

FEZ. — Il a été également procédé, à Fez, à la location par voie d'enchères publiques, des terrains Maghzen irrigués et non irrigués de la petite banlieue et de l'Azib d'Hadjera Cherifa pour l'année agricole 1913-1914.

Cette adjudication a produit pour les immeubles irrigués un loyer de 7.220 D.H. et pour les autres de 2.590 D.H. soit, dans l'ensemble, une somme de 9.810 D.H.

La sécheresse persistante avait influencé défavorablement les résultats de ces adjudications.

B. — LOTISSEMENTS DOMANIAUX.

KENITRA. — Le lotissement d'une partie des terrains situés auprès de la Casbah de Kénitra a été mis en location aux enchères publiques dans les bureaux du Contrôle Civil du Gharb, le 23 décembre 1913.

Les enchères portaient sur 48 lots d'une superficie variant de 380 m.q. à 800 m.q. ; elles ont produit la somme de 28.693 P.H. ce qui, eu égard à la contenance totale mise en adjudication (30.418 m.q.) fait ressortir à 1 P.H. le prix de la location du mètre carré.

Ces lots ont été pris par des négociants ou industriels pour la plupart déjà installés sur d'autres terrains Maghzen de Kénitra, en vertu d'autorisations d'occupation provisoires antérieures.

II. — ENQUETE AU SUJET DES PROCÉDES DE GESTION DES SUCCESSIONS EN DESHÉRENCE ET DES BIENS DES DISPARUS.

Le Gouvernement du Protectorat a décidé de faire procéder, dans les diverses régions du Maroc, à une étude d'ensemble sur les conditions dans lesquelles sont administrées, par les Agents du Bit el Mal, les biens provenant des successions en déshérence et des biens des disparus, ainsi que sur les améliorations qui pourraient être apportées aux procédés actuels de gestion de ces biens.

En conséquence, il a été adressé aux Commandants des Régions, Contrôleurs Civils, Contrôleurs des Domaines, un questionnaire énumérant les points principaux soulevés par l'enquête entreprise.

Ce questionnaire n'étant pas limitatif, tous les éléments d'information seront recueillis en vue d'arriver à un règlement d'ensemble sur la matière. Ce règlement ne saurait d'ailleurs être exclusif des coutumes particulières pouvant exister dans chaque région et qu'il serait reconnu nécessaire de maintenir.

SERVICE de la SANTÉ et de l'ASSISTANCE PUBLIQUES.

RAPPORT du Médecin-Major CHATINIÈRES, sur la tournée du Groupe Sanitaire mobile de Marrakech dans le Glaoua, du 9 au 22 Novembre 1913. — Le Groupe Sanitaire mobile de Marrakech part le 5 Novembre emportant, avec d'autres bagages, divers médicaments placés dans deux petites caisses de bois et dans une cantine de réserve.

À notre arrivée à Iminzat, nous sommes reçus très aimablement, par le Khalifa Si Abderraman, dans les ruines de la vieille Kasbah Mesfoua. Aux alentours, nous apercevons de beaux oliviers, couverts de fruits, parmi lesquels l'eau coule en abondance. De 3 heures à 6 heures, nous visitons de nombreux malades et procédons à une centaine de vaccinations.

Le 10 Novembre, nous quittons Iminzat et frappons quelques heures plus tard, à la porte du Cheikh du Touggana qui nous accueille avec affabilité. Je vais visiter quelques malades dans le village voisin et je reçois beaucoup de consultants dans la maison du Cheikh où ils ont été convoqués.

Le 11 Novembre, le Groupe remonte la vallée de l'Oued Rdat par un sentier muletier, au parcours assez praticable mais très accidenté. Bientôt nous mettons pied-à-terre devant la petite Kasbah du vieux Cheikh Ali ou Touza. C'est un délicieux petit nid de verdure, très boisé, resserré entre des montagnes dont le sommet se perd dans les nuages.

En notre présence, le Cheikh reçoit des nouvelles sur les mouvements belliqueux des tribus voisines.

Le 12 Novembre, nous escaladons le gros massif montagneux des Aït Rbah. Le sentier suivi est difficile et glissant. À nos yeux, s'offre un panorama magnifique, qui s'étend sur toutes les montagnes et vallées du Glaoua. Nous faisons une halte chez le Cheick des Aït Rbah, Ahmed ou Baha, ancien Caïd Rha, de l'armée chérifienne, dont l'hospitalité est faite de courtoisie et d'urbanité. De nombreux malades de sa famille me sont présentés. Le pays est très pauvre et très nu : de hauts rochers et quelques rares noyers composent, en effet, tout le décor.

Par un vent violent et glacial, nous franchissons, à 2.450 mètres d'altitude le Tizi Telouet. À nos pieds et formant un point presque imperceptible apparaît, au milieu d'une petite plaine dénudée, la Kasbah de Telouet.

Je retrouve, à Telouet, M. de Segonzac et ses compagnons qui y sont arrivés la veille sans incidents. Le Caïd Si Hammou vient aussitôt nous rendre visite.

Le 13 Novembre, je reste à la Casbah où j'ai une entrevue avec le Caïd qui se montre très heureux de notre vi-

site et exprime le désir de nouer des relations de plus en plus cordiales avec les autorités françaises. Sur ma demande, il écrit aux tribus voisines pour leur annoncer la venue d'un médecin à la Kasbah et les inviter à recourir à mes soins.

Pendant ce temps, M. de Segonzac est allé se livrer à une partie de chasse sur les terres du Caïd.

Durant toute la journée du 14 Novembre, des notables de la Kasbah viennent en consultation. Le Caïd nous reçoit à déjeuner.

Le 15 Novembre, a lieu le départ de M. de Segonzac et de ses compagnons. Pour ma part, je procède ce jour-là, de 10 h. à 12 h $\frac{1}{2}$ et de 3 h. à 5 h., à la vaccination de gens de la Kasbah et des villages voisins, à qui je donne également des consultations.

Au clair de lune, sortent de la Kasbah des mulets chargés de fusils et de munitions qui sont destinés à réapprovisionner la harka lancée contre les révoltés de Tideli.

16 Novembre. — Le Caïd Si Hammou, très occupé par l'envoi des renforts destinés à la harka, n'avait eu, jusqu'ici, avec moi, que de rares entretiens. Libéré maintenant de ce souci, il me prie de passer chez lui et me reçoit d'une manière très aimable.

Deux blessés de la harka me sont apportés et sont pansés par mes soins.

Le soir, de 1 h. à 3 h., je donne une grande consultation au harem. Toutes les femmes du Caïd et celles de son frère, Si Mohammed, demandent qu'on leur délivre des médicaments en y adjoignant des instructions inscrites en arabe. Le Caïd, son père et Si Omar, fils de Si El Madani, expriment aussi le désir d'avoir une petite pharmacie, qu'il faut leur constituer d'urgence, en y mentionnant également des instructions inscrites en arabe.

J'opère 2 cataractes et procède à l'ablation, sous anesthésie, d'un gros kyste du cou.

Consultations nombreuses : C'est le jour du marché de Telouet. Le Caïd a fait annoncer ma présence et les gens affluent.

18 Novembre. — Extraction, sous anesthésie, d'un sequestre osseux de la tête de l'humérus, chez un nègre du Caïd (suite de blessures par balle). Puis consultation de 10 heures à 4 heures du soir. Près de 200 consultants défilent et je fais plus de 150 vaccinations. Je reçois de longues visites du Caïd Si Hammou et de Si Omar.

Le Caïd Si Hammou, tout jeune encore et plein d'ardeur, me fait part de son désir d'avoir le plus de relations possibles avec les autorités françaises.

19 Novembre. — Nous partons de Telouet et franchissons le col. A la hâte nous organisons une chasse au mouton, qui est malheureusement infructueuse. Nous nous arrêtons à Aït Rbah, où je donne des consultations et vaccine jusqu'à la nuit.

20 Novembre. — Arrivé à Zerekten où, comme à l'aller, le vieux Cheikh Ali ou Touzza nous fait un accueil em-

preint d'une véritable cordialité. Consultations, de 12 h. 1/2 à 2 heures, puis départ pour Arbalou où, dès mon arrivée, je visite le Cheikh très malade. Là encore, je donne des consultations et vaccine de nombreux nègres d'El Hadj Thami.

21 Novembre. — Nous poursuivons notre route et arrivons à Iminzat, à l'instant même où éclate un orage violent.

A Aït Ourirt, de nombreux Mesfroua prévenus de mon passage viennent me consulter et demander des médicaments. Il m'est possible de constater que les cas de vaccination traités à l'aller sont positifs.

22 Novembre. — Retour à Marrakech.

Pendant cette tournée j'ai vu, en somme, que l'état sanitaire est bon et qu'aucune épidémie ne sévit. Les goitres, ainsi que les accidents syphilitiques et les affections des yeux, sont cependant nombreux dans la montagne.

Les gens n'ignorent pas l'action du médecin européen et, en le consultant, ils exposent parfois d'une manière spontanée et très nette leur passé pathologique.

Près de 500 vaccinations ont été faites.

En plusieurs points, à Telouet en particulier, la vaccination Jennerienne avait déjà été pratiquée par les dames missionnaires anglaises de Marrakech dont le passage, en ces régions, a eu une heureuse influence au point de vue européen.

De nombreux malades dont la guérison exige une hospitalisation ou une intervention sont envoyés à Marrakech.

Le Caïd Si Hammou demande, à son tour, qu'on lui fasse le plus souvent possible de visites officielles.

D'une manière générale, d'ailleurs, et ce sera la conclusion de ce rapport, nous avons pu constater que les habitants des régions visitées sont heureux de se trouver en présence de représentants de l'autorité française. Déjà, ils savent qu'ils peuvent avoir toute confiance en notre loyauté et en notre esprit de justice. Des relations plus fréquentes, en poursuivant de la manière la plus heureuse l'œuvre de pacification, feront aimer chaque jour davantage le nom de la France.

NOTE sur la réorganisation judiciaire du Gharb et des Beni Hasen.

En vue de faire coïncider les circonscriptions judiciaires et administratives, les Services Judiciaires du Maghzen viennent de procéder à une réorganisation des mahkmas du Gharb et des Beni-Hasen.

Les épreuves destinées à vérifier la capacité des magistrats indigènes avaient démontré l'insuffisance de la plus grande partie du personnel judiciaire de cette région. D'autre part, la quantité de Cadis et de Naïbs en fonctions était supérieure aux besoins, et les règles de compétence étaient mal établies.

Ces inconvénients disparaissent avec la nouvelle organisation, dont l'économie est la suivante :

Institution de deux cadis à compétence plénière, dont les ressorts respectifs coïncident avec le cercle du Sebou et le contrôle civil du Gharb. Le premier, résidant à Mechra bel-Ksiri, a juridiction sur les tribus suivantes :

Sfaffia, Ouled Moussa, Mokhtar, Oulad-Yahya, Oulad-M'hammed-Sarsar, Masmouda, la partie des Beni-Maleb et des Sefian campée sur le territoire du cercle du Sebou, Khlol et Tlis.

Le second, résidant à Kénitra, a juridiction sur les tribus suivantes :

Mehdia et dépendances, Omar de Mehdi, Ouled Slama, Oulad Naïm, Omar Sefia, Mnasra, la partie des Sefrain et des Beni Malek campée dans le territoire du contrôle civil de Kénitra.

Chacun de ces deux cadis a deux naïbs, dont la compétence ne s'étend pas aux affaires immobilières et successorales, et dont le ressort est nettement délimité.

L'établissement de ces deux mahkmas à compétence plénière facilitera grandement les transactions immobilières dans la région : en effet, les acquéreurs pourront s'adresser aux Cadis de Kénitra et de Mechra bel-Ksiri, alors qu'auparavant, il leur fallait, quelle que fût l'importance de la transaction, se transporter jusqu'à Salé pour accomplir les formalités prescrites par le règlement immobilier.

NOUVELLES ET INFORMATIONS

Les améliorations municipales à RABAT. — Les Services Municipaux viennent de faire commencer les travaux d'empierrement du Boulevard El Alou. Une équipe de terrassiers indigènes a entrepris la préparation de la chaussée aux abords de la Porte El Alou.

Le Service de nettoyage et de voirie, chargé d'assurer l'enlèvement des ordures ménagères, a été pourvu à cet effet de quatorze tombereaux.

Onze de ces voitures, parcourant chacune un itinéraire fixe d'avance, sont mises journellement en service de 7 à 11 heures du matin.

Cette mesure ne pourra avoir qu'une excellente répercussion sur l'état sanitaire de Rabat.

La propreté de la voirie à MAZAGAN. — Grâce aux efforts des Services Municipaux de Mazagan, les rues de la ville sont tenues dans un état remarquable de propreté, et malgré les pluies de ces derniers jours, les différents quartiers n'ont pas été transformés, comme ils l'étaient avant notre venue, en marais pestilentiels, véritables foyers d'in-

fection qui faisaient naître les épidémies. L'enlèvement quotidien des ordures ménagères, effectué avec une grande régularité, entre pour une bonne part dans l'assainissement de Mazagan et dans l'état de propreté de ses rues.

Sur le territoire de TIFLET. — Les travaux entrepris par le Service des Renseignements de Tiflet (Cercle des Zemmour, région de Rabat) pour la délimitation de la piste qui doit relier Tiflet à Camp Monod, sont activement poussés. Leur achèvement sera sous peu un fait accompli.

Depuis le mois d'Octobre, le Bureau des Renseignements a été pourvu d'un poste météorologique appelé à rendre d'appréciables services à l'agriculture et à la colonisation.

A la Commission des Adjudications et marchés. — La Commission générale des Adjudications et Marchés du Maroc, réunie à Tanger, le 6 Janvier, pour procéder au renouvellement de son bureau pour 1914, a réélu comme président Si Ali Zaky, délégué chérifien, et comme secrétaire et interprète, MM. Cohen et Albert.

Au Comité des Travaux Publics. — Le Comité des Travaux Publics du Maroc, réuni à Tanger le 5 Janvier, a procédé à l'élection de son bureau pour l'année 1914.

Outre les délégués du corps diplomatique, assistaient à la séance : MM. Si Abdelghani Kabbadj et Si Ali Zaky, délégués du Maghzen ; M. Charles Filippi, Consul de France, président de la Commission d'hygiène, délégué du Conseil Sanitaire, et M. Porché, ingénieur des Travaux Publics.

M. Si Ali Zaky, président sortant, a été réélu à l'unanimité. M. Cohen et M. Albert ont été élus respectivement secrétaire et interprète du Comité.

Les Sports à MOGADOR. — Sous le titre « Association sportive de Mogador », un club sportif embrassant tous les sports en plein air, vient d'être fondé à Mogador par un comité provisoire, parmi la colonie française.

Au cours de la dernière réunion, les statuts élaborés par le Comité provisoire ont été approuvés et un Comité définitif a été élu.

L'Assemblée a ensuite décidé que les militaires de tous corps de troupes seraient admis à faire partie de l'Association sportive, qu'ils seraient exonérés de toute cotisation et qu'en outre une section de Préparation Militaire pour les élèves de l'école française serait créée.